

1986, chapitre 35

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

Projet de loi 41

présenté par M. André Bourbeau, ministre des Affaires municipales

Présenté le 13 mai 1986

Principe adopté le 11 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

Sanctionné le 19 juin 1986

Entrée en vigueur: le 19 juin 1986

Loi modifiée:

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)





CHAPITRE 35

Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-37.1, a.
83.6.1, aj.

1. La Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 83.6, du suivant:

Contrat
pour assai-
nisement
des eaux
usées

« **83.6.1** La Communauté peut conclure avec une personne autre que la Société québécoise d'assainissement des eaux un contrat par lequel elle confie à cette personne l'exploitation d'un ouvrage d'assainissement des eaux usées. ».

c. C-37.1,
aa. 126.1 à
126.3, aj.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 126, des suivants :

Partage des
responsabi-
lités

« **126.1** Malgré les articles 113 à 120.1, la Communauté et les municipalités de son territoire que dessert son réseau d'alimentation en eau potable peuvent par entente convenir du partage des responsabilités relatives à l'alimentation en eau potable entre la Communauté et ces municipalités.

Contenu de
l'entente

Cette entente peut notamment:

1^o déterminer les obligations de chaque partie à l'égard des usines, des ouvrages de traitement d'eau, des conduites de transport du système d'aqueduc et de toute immobilisation destinée à l'alimentation en eau potable d'une ou de plusieurs municipalités;

2^o déterminer la nature des dépenses qui doivent être partagées entre les municipalités desservies et le mode suivant lequel ce partage est établi;

3° déterminer les dépenses qui sont à la charge d'une ou de certaines municipalités seulement et le mode de partage entre elles, le cas échéant;

4° déterminer les parties du réseau qui appartiennent à la Communauté et celles qui appartiennent à une municipalité desservie;

5° déterminer la responsabilité de la Communauté à l'égard de la qualité de l'eau fournie par le réseau;

6° prévoir toute autre fonction ou pouvoir de la Communauté ou d'une municipalité desservie en matière d'alimentation en eau potable.

Modification « **126.2** Une entente visée à l'article 126.1 ne peut être modifiée que du consentement de chaque partie signataire.

Fin de l'entente Malgré le premier alinéa, les municipalités parties à l'entente peuvent, d'un commun accord, mettre fin à cette entente.

Désaccord des signataires « **126.3** Les articles 468.53 et 469 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque les parties signataires d'une entente visée à l'article 126.1 sont en désaccord relativement à son application ou relativement aux modalités et conditions applicables à sa cessation en vertu du deuxième alinéa de l'article 126.2. ».

c. C-37.1, aa. 128.0.1 et 128.0.2, aj. **3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 128, des suivants :

Contrat d'exploitation « **128.0.1** La Communauté peut conclure un contrat par lequel elle confie à une personne l'exploitation d'un centre d'élimination des déchets ou confie l'élimination de déchets à une personne qui possède et exploite un tel centre.

« contrat clé en main » « **128.0.2** La Communauté peut, relativement à un centre d'élimination des déchets, passer avec une personne un contrat du type connu sous le nom de « contrat clé en main ».

Dispositions applicables Les articles 83.3 à 83.6 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un contrat prévu au premier alinéa. ».

c. C-37.1, a. 193, mod. **4.** L'article 193 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « et des boisés ».

c. C-37.1, a. 204, mod. **5.** L'article 204 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants :

Traitement
du
président-
directeur
général

Allocation
de dépenses

« Le gouvernement fixe le traitement et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Les membres autres que le président-directeur général ne reçoivent aucune rémunération. Cependant le gouvernement peut fixer pour ces membres une allocation de dépenses applicable notamment au remboursement des frais de déplacement et des autres dépenses engagées pour assister à une assemblée de la Société et, le cas échéant, pour compenser la perte de salaire découlant de la présence d'un membre à une telle assemblée. ».

c. C-37.1, a.
206, mod.

6. L'article 206 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes, des mots «qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel» par «et elle a droit à l'allocation de dépenses fixée en vertu du cinquième alinéa de l'article 204».

Effet
rétroactif

7. L'article 2 a effet depuis le 18 septembre 1985.

Application
à la Société
d'aménage-
ment de
l'Outaouais

8. Les articles 204 et 206 de cette loi, modifiés respectivement par les articles 5 et 6, s'appliquent aux membres de la Société d'aménagement de l'Outaouais à compter du 19 juin 1986.

Protocole
d'entente

9. Le « Protocole d'entente entre la ville d'Aylmer, la ville de Buckingham, la ville de Gatineau, la ville de Hull, la ville de Masson et la Communauté régionale de l'Outaouais concernant l'alimentation en eau potable sur le territoire de la Communauté régionale de l'Outaouais », signé à Hull le 18 septembre 1985 en présence de monsieur Jérémie Giles, constitue depuis le 18 septembre 1985 une entente visée à l'article 126.1 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais édicté par l'article 2.

Entrée en
vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.